



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Antoine Bernard De Raymond, 2013
En toute saison. Le marché des fruits et légumes en France,
Rennes/Tours, Presses Universitaires de Rennes/Presses
Universitaires François Rabelais, collection « Table des
hommes », 306 pages.

Comment se fait-il que l'on puisse manger des fruits et légumes toute l'année ? À quels prix et à quelles qualités ? Comment se partage la valeur ajoutée entre les différents acteurs des filières fruits et légumes ? Qui contrôle ces marchés ? Les fruits et légumes sont-ils bons pour la santé et l'environnement ? Dans cet ouvrage qui prolonge des hypothèses et des résultats d'une thèse soutenue en 2007, Antoine Bernard de Raymond rend compte très finement de l'ensemble de ces enjeux socio-économiques. Il mobilise tout autant les méthodes classiques en sociologie (observations et entretiens) qu'un important *corpus* documentaire historique et juridique pour relater l'histoire de la filière des fruits et légumes depuis la fin du XIX^e siècle (au moment où les pouvoirs publics réglementent pour la première fois les Halles de Paris), en passant par l'émergence de la « distribution » dans l'Algérie coloniale et les débuts de la concurrence internationale sur ces marchés, jusqu'à la prise en main par l'Europe de leur régulation. Le sous-titre de l'ouvrage, « Le marché des fruits et légumes en France », apparaît alors comme bien modeste au regard de la couverture historique et géographique de son objet.

L'auteur déroule au fil des chapitres une multitude de questionnements (à la croisée de la sociologie économique, de l'action publique, des sciences et des techniques, et de l'économie de la qualité). Nous les regroupons ici en trois principales problématiques qui regroupent (points 1 et 2), mais aussi débordent (point 3), celles posées par l'auteur dans son introduction :

1. Qu'est-ce qu'un marché ? Un marché physique, au sens d'une « place » de marché ? Ou bien un « espace dématérialisé » de rencontre entre l'offre et la demande ? Plus généralement peut-on distinguer le « commerce » et la « distribution » ? Comment les réglementations successives des marchés des fruits et légumes ont défini les espaces marchands ? Comment le jeu sur les frontières des marchés et ces différents espaces constitue-t-il un « ressort de l'activité économique » ? (p. 24).
2. Par quels processus sont définies les qualités des fruits et légumes ? Comment la tension entre « un projet de stabilisation [. . .] des produits » (*ibid.*) et les contraintes de « périssabilité » et de « saisonnalité » (p. 23) de ces produits et de ces marchés configurent les qualités des produits, mais aussi leur circulation marchande ?
3. Plus généralement l'ouvrage souligne comme d'autres travaux l'ont déjà fait la pluralité des modes de valorisation agricole (Barbier et Lupton, 2003 ; Lamine et Perrot, 2008 ; Lamine *et al.*, 2009 ; Joncoux, 2013 ; Le

Velly et Paturel, 2013). Il pose ainsi d'emblée la question de la spécificité des marchés des fruits et légumes et plus généralement celle des marchés agroalimentaires.

Le premier chapitre décrit le fonctionnement du marché « physique » du MIN (Marché d'intérêt national) de Rungis au début du XXI^e siècle. Par l'analyse des dispositifs de cadrage de ce marché et des formes de classification des produits sans arrêt soumises « à des épreuves de réalité à l'occasion des échanges » (p. 26), ce chapitre pose la question de l'incertitude des produits et de l'information qui circule sur ce marché « physique ». Il donne à voir l'organisation spatiale de ce marché qui cadre deux principaux types d'échanges. D'un côté, les entrepôts de conservation des marchandises destinées à être vendues et livrées par des Grossistes à service complet (Gasc) à des acheteurs qui les choisissent « à distance » sur les catalogues de vente des entreprises. Les Gasc sont décrits comme des « distributeurs », centralisant des commandes, planifiant leurs achats, réalisant des économies d'échelle en supprimant aussi toute une série d'intermédiaires. De l'autre côté, la zone des pavillons où s'opèrent les échanges de gré à gré caractérisés par « le face-à-face entre l'acheteur et le vendeur » (ici les grossistes du carreau) et « la présence physique des produits susceptibles d'être échangés » ; ce marché du carreau est décrit comme une « économie de la variabilité » (p. 49) au sens où les acteurs économiques considèrent qu'ils ont affaire à un produit « évolutif » et où les logiques d'appréciation des produits débordent celles « qui sont cristallisées par les normes de commercialisation » (p. 47). La résolution de ces incertitudes passe par « le réseau » et les « partenariats » générant de la confiance, mais l'auteur montre aussi que la mise en concurrence et la négociation, comme ressort de la recherche de nouvelles informations, est souvent présente, pouvant conduire d'anciens partenariats à se défaire. Bien que ces deux espaces marchands renvoient à des logiques commerciales différentes (un marché *push* et un marché *pull*), l'auteur montre aussi leur interdépendance et la tendance à l'hybridation des métiers de grossiste de carreau et de Gasc.

Le second chapitre analyse les débats parlementaires qui ont accompagné et suivi la loi du 11 juin 1896 sur les Halles de Paris. Il s'agissait de faire de ce lieu un « pacte républicain » entre Paris et la Province, en réglant deux problèmes : celui de l'approvisionnement en denrées alimentaires de la capitale dont la population ne cessait de croître, et celui de la représentation des intérêts des agriculteurs provinciaux physiquement absents de cette place de marché. Cette loi sous-tend donc l'idée que Paris est le lieu naturel du rassemblement de toutes les marchandises et repose aussi implicitement sur le modèle du rail.

Le chapitre 3 porte sur l'émergence de la mise en place d'échanges commerciaux au long cours à partir du cas de l'Algérie coloniale dans les années 1930 pour faire face à des crises des échanges. Se déploie alors une rationalité toute différente de celle portée par la loi de 1896 en France

puisque les réformes visent « l'abandon d'une forme de *commerce* au profit d'une logique de *distribution* » (p. 89), *via* la mise en place d'un nouvel outil : la standardisation. Plus précisément, tandis que la logique du commerce qui prévaut alors aux Halles de Paris centralise des flux vers des places de marché (susitant ainsi de l'atomicité), la distribution qui émerge en Algérie organise l'homogénéisation des produits qui suscite au contraire de la concentration.

Le chapitre 4 fait également état, en observant l'activité modernisatrice de l'après-guerre d'une volonté d'organiser « réellement la production et la circulation des marchandises sur l'ensemble du territoire » (p. 115), et non plus de contrôler seulement ce qui se passe à Paris. La SNCF et l'apparition des « marchés-gares » sur l'ensemble du territoire vont alors jouer un rôle central dans cette unification du marché national : un rôle de logistique (circulation des marchandises), de circulation des savoirs sur les prix des marchés (via l'établissement de statistiques) et de restructuration de l'espace national marchand en espace « relativement homogène et calculable » (p. 122). Cette « dématérialisation » des marchés passe aussi par le développement de marchés au cadran (autorisés mais non obligatoires) et de la vente sur catalogues qui feront toutefois l'objet de résistances des grossistes traditionnels qui doivent dans ce cas désormais supporter les risques de mévente à la place des producteurs. Ils « en viennent à concevoir les MIN comme un moyen de se défendre contre la grande distribution » (p. 150) et à maintenir « un espace de conservation de la pluralité des formes de commerce » (p. 152).

Le chapitre 5 interroge alors le caractère « distribué » de la filière fruits et légumes. Le développement de la grande distribution dans les années 1960 et ses ventes croissantes de fruits et légumes engendre une intégration partielle des grossistes (ceux qui peuvent répondre aux exigences de volume, de livraison, de prix et d'homogénéité des produits). Cette intégration a toutefois fait l'objet de tensions importantes, et au final l'auteur constate plutôt le maintien des trois modèles du carreau, du cadran et de la centrale dans la commercialisation des produits.

Le chapitre 6 relate la diversification et la rationalisation des modes de garantie de la qualité des produits dans les années 1990 et analyse la façon dont ces nouveaux dispositifs de classement des produits (le standard minimum, la division, le classement hiérarchique et le label de qualité supérieure) « contribuent à transformer des sujets, et le sens qu'ils confèrent à leurs activités » (p. 175). L'analyse des cahiers de charges des producteurs et des distributeurs montre que « le centre de gravité de la qualité s'est déplacé du produit lui-même vers son processus de production » (p. 191) ; que les producteurs cherchent moins à asseoir la réputation de leurs produits « qu'à identifier des critères substantifs de qualité qu'ils pourraient objectiver et atteindre de manière répétée » (p. 186) ; et enfin que ces outils leur ont permis d'asseoir les bases contractuelles avec l'aval dans un contexte de montée en puissance de la grande distribution d'une part, et à créer un environnement matériel et cognitif du produit qui soit reconnaissable et recherché par le consommateur d'autre part.

Le chapitre 7 traite de l'eupéanisation du marché des fruits et légumes et de ses spécificités par rapport à la PAC conduite sur d'autres marchés agricoles. Alors que la PAC avait tendance pour de nombreuses cultures à vouloir augmenter la production par des subventions et en la protégeant de la concurrence extérieure au marché européen, l'Organisation Commune des Marchés de fruits et légumes, à partir des réformes engagées en 1992, « s'inscrit d'emblée dans une logique libérale d'élimination des entraves à la liberté des échanges » (p. 206), en équipant les acteurs de normes de commercialisation des produits et en favorisant le développement d'Organisations de producteurs (OP). Elle met aussi en place des mesures de soutien au prix en permettant aux OP de retirer leurs produits du marché lorsque les prix descendent trop bas. L'acceptation des normes de commercialisation a été appuyée par les modes de sélection variétales et les nouveaux procédés culturaux mis en place notamment par les agronomes de l'INRA. Toutefois la réforme de la PAC en 1996 a supprimé les autorisations de retrait qui étaient alors détournées de leur objectif initial par certains producteurs. Depuis elle privilégie la segmentation de l'offre par des aides aux produits et modes de production « de qualité », et la réduction du nombre de producteurs en favorisant la concentration des exploitations. L'auteur met au jour toute l'ambiguïté du rôle des OP (« entre *organisation* de l'offre et *concentration* de l'offre », p. 220) et la pluralité des tendances qui continuent de traverser le secteur des fruits et légumes en France.

Le chapitre 8 est central puisque l'auteur y aborde plus directement (bien que le thème soit présent tout au fil de l'ouvrage) la question des spécificités du secteur fruits et légumes au regard de ses « contraintes de saisonnalité », en particulier lors des débats sur la résolution des crises récurrentes que rencontre ce marché depuis la fin des années 1990. L'auteur y défend une thèse originale : « cette contrainte de saisonnalité ne constitue nullement une spécificité propre au monde agricole et à des activités en prise directe avec la nature [...] mais contribue à renouveler une perspective de sociologie générale, en mettant en exergue que nombre d'activités sont contraintes par des rythmes sociaux » (pp. 221-222). À la différence d'autres productions, les acteurs des fruits et légumes partagent l'idée que leur marché est borné dans le temps (tant la production, que la commercialisation et la consommation). Tandis que certains détournent cette contrainte en cherchant à « désaisonnaliser » le marché et la production de mille façons, d'autres s'appuient au contraire sur la nature saisonnière de leur production pour critiquer la logique de la distribution et trouver de nouveaux débouchés.

Enfin, le chapitre 9 porte sur l'écologisation récente de l'agriculture. Après un rappel historique de la mise en place de la norme « zéro-défaut » qui s'appuyait sur celle de l'usage de produits phytosanitaires pour protéger les végétaux, l'auteur analyse les controverses qui ont suivi la mise au jour des modes de production dans les années 1990 par un certain nombre de crises sanitaires. Si une vigilance collective semble s'être forgée autour de l'usage des pesticides dans la culture des fruits et légumes, bon nombre de producteurs

font valoir les nombreuses contraintes (tant de produit qu'économiques) que la nouvelle norme environnementale – portée notamment par les cahiers des charges privés de la grande distribution – fait peser sur eux. Certains d'entre eux privilégient alors une autre logique de transparence, moins fondée sur l'apport de preuves écrites (la traçabilité) que sur la vente directe engageant la coprésence des échangeurs. Cela leur permet aussi de jouer sur la variabilité de la qualité des fruits et légumes plutôt que de chercher à la lisser.

Les thèmes abordés dans cet ouvrage sont fondamentaux pour comprendre comment s'est constituée la pluralisation des modes de production et de commercialisation des fruits et légumes en France. On y perçoit aussi, *via* les discours des professionnels et des politiques publiques, quelques indices intéressants sur la pluralité des dispositions des consommateurs face à l'achat de ces produits. De ce point de vue, la mobilisation de travaux en sociologie de la consommation et de l'alimentation aurait certainement renforcé la compréhension des évolutions de cette filière vers les circuits courts de vente directe (Prigent-Simonin *et al.*, 2012 ; Chiffolleau, 2013 ; Lamine et Perrot, 2008), mais aussi celle du maintien des achats en grande distribution de légumes congelés et/ou préparés (Plessz, 2013 ; Plessz *et al.*, 2014).

Plus généralement l'ouvrage rend très bien compte des spécificités de la construction de ces filières fruits et légumes par rapport à d'autres filières agricoles, voire industrielles. La question qui reste toutefois en suspens est celle de la spécificité et du rôle de ces produits eux-mêmes (par rapport à d'autres denrées alimentaires) dans la construction de ces marchés. Si Antoine Bernard de Raymond rend très bien compte de deux perspectives différentes sur les contraintes de périssabilité et de saisonnalité de ces produits, il affirme ainsi que leurs modes de valorisation et de circulation différenciés (des produits présents toute l'année et à proximité dans le modèle de la distribution, ou des produits « de saison » dans le modèle du commerce) ne tiennent pas à la nature de ces produits mais à des « rythmes sociaux » propres à ces marchés. De fait, les fruits et légumes sont réduits à des produits saisonniers parmi d'autres (le poisson en est un bon exemple). Or en adoptant ce point de vue « perspectiviste » et « sociologisant » sur la temporalité des denrées alimentaires, ne prend-on pas le risque d'oublier la multiplicité ontologique des objets (Law et Mol, 2008) ? Plus concrètement une orange « primeur » produite en Algérie au début du plan de modernisation n'a pas la même durée de vie qu'une orange ou une tomate travaillée par les agronomes de l'INRA spécialistes de la recherche variétale à partir des années 1980 en France. Cette multiplicité ontologique des fruits et légumes ne participe-t-elle pas aussi, tout autant que les rythmes sociaux, à la fabrique des marchés ?

En conclusion cet ouvrage représente une œuvre importante pour la sociologie économique. Il pourra être consulté non seulement par les étudiants et les chercheurs mais également par les professionnels du secteur qui veulent se familiariser avec les nouvelles pratiques et les nouveaux enjeux.

Sandrine BARREY

Université Toulouse 2-Le Mirail/CERTOP UMR CNRS 5044

barrey@univ-tlse2.fr

Bibliographie

- Barbier R., Lupton S. (2003) Jeux et enjeux autour de la réglementation des épandages, une analyse socio-économique, *Dossier de l'environnement de l'INRA* 25, 139-148.
- Chiffolleau Y. (2013) Circuits courts alimentaires, dynamiques relationnelles et lutte contre l'exclusion en agriculture, *Économie rurale* 332, 88-101.
- Joncoux S. (2013) L'intensification écologique de l'agriculture par la valorisation des déchets organiques : de l'écologisation aux inégalités, *Natures Sciences Sociétés* 21(2), 223-229.
- Lamine C., Perrot N. (2008) *Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?*, Gap, Éditions Yves Michel, 163 p.
- Lamine C., Meynard J. M., Perrot N., Bellon S. (2009) Analysis of transition forms towards more ecologically-oriented farming: the case of organic farming and integrated crop protection, *Carrefours de l'Innovation Agronomique* 4, 483-493.
- Law J., Mol A. (2008) The Actor-Enacted: Cumbrian Sheep in 2001, in: *Material Agency: Towards a Non-anthropocentric Approach*, Malafouris L., Knappett C. (éds), Boston, Springer, 57-77.
- Le Velly R., Paturel D. (2013) Des circuits courts pour l'aide alimentaire ? Hybridation de régulations dans un marché expérimental en Languedoc-Roussillon, *Revue d'Études en Agriculture et Environnement* 94(4), 443-465.
- Plessz M. (2013) Les légumes transformés : diversité des produits, diversité des usages sociaux, *Revue d'Études en Agriculture et Environnement* 94(1), 13-37.
- Plessz M., Dubuisson-Quellier S., Gojard S., Barrey S. (2014) How consumption prescriptions affects food practices. Assessing the roles of household resources and life course events, *Journal of Consumer Culture* 4, URL : <http://joc.sagepub.com/content/early/2014/02/03/1469540514521077.abstract>.
- Prigent-Simonin A. H., Hérault-Fournier C., Merle A. (2012) Portraits d'acheteurs en circuits courts, in: *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*, Prigent-Simonin A. H., Hérault-Fournier C. (éds.), Versailles, Quae, 29-45.